



Boycott du CSAL emplois du 28 avril 2025

M. le Président,

le boycott n'est pas notre tasse de thé, loin s'en faut, mais aujourd'hui la coupe est pleine.

L'année 2025, promise comme une année blanche en termes d'emplois à la DGFIP dans le Cadre d'Objectifs et de Moyens, est devenue une année noire surajoutant 550 suppressions d'emplois à nos effectifs misérables, pour exécuter des missions pourtant essentielles. La lutte contre la fraude ne peut être efficace que dans une administration correctement tenue où il n'est pas nécessaire de définir chaque jour des priorités, des seuils ou des hiérarchisations, c'est-à-dire des missions qu'on n'exercera pas ou mal, faute de moyens.

L'année 2026 est annoncée comme pire encore. C'est inacceptable.

Le dialogue social national est bafoué par la Directrice Générale, qui semble aimer se donner de l'importance en prenant des décisions unilatérales, sans aucune concertation, au mépris des personnels placés sous son autorité et de leurs représentants légitimement élus. **L'absence de vote sur les emplois, la disparition des ponts naturels et la généralisation des postes au choix ne passent pas.** Dans une administration où l'observatoire interne ne cesse de démontrer à quel point le malaise est croissant, où les suicides se multiplient en rappelant le syndrome France Telecom-Orange, de telles méthodes interrogent.

Le bilan des postes au choix chez les A+, notre département en fait hélas les frais, récupérant trop souvent des cadres qui n'ont pas été choisis ailleurs, peu ou pas motivés en dépit de payes alléchantes, pressés de partir avant d'être arrivés.

Le dialogue social national est également bafoué en Formation Spécialisée de Réseau, cette nouvelle instance qui place une sorte de CHS-CT au niveau de la DGFIP et dont la présidente ne semble savoir que faire en dépit de la dynamique intersyndicale qui s'est organisée face à son mépris très affiché. Ainsi aucun point budgétaire n'a été présenté depuis la création de cette instance qui dispose pourtant d'un budget dédié, notamment, au service de la politique de prévention des risques professionnels à la DGFIP. Personne ne sait où est l'argent. Peut-être a-t-il servi à payer les taxis de sa présidente ? Tout est opaque, donc tout est possible.

Avec de telles dirigeantes, les décisions locales abusives sont désormais permises, pourquoi se gêner. Après le non respect de la réglementation sur les frais de repas en mission, où la note de service départementale dit le contraire de ce qui est indiqué en ligne sur Ulysse, c'est désormais les frais de transport qui subissent un régime dérogatoire défavorable et moins-disant, les collègues convoqués en formation à Lille n'étant même plus remboursés sur la base des transports en commun depuis la semaine dernière « *en vertu de la mise à jour de la FAQ sur Ulysse 60* ». ».

Quant au chauffage qui est coupé avec des températures max de 13°C dehors, c'est sans doute aussi pour améliorer nos conditions de travail. On se demande à quoi sert d'avoir de nouvelles chaudières plus modernes, dotées d'un thermostat relié à l'extérieur si c'est pour pratiquer comme en 1980.

La situation générale est d'autant plus insupportable que le point d'indice reste gelé, que les prestations sociales ne sont pas revalorisées, que la GIPA est supprimée, qu'une journée de carence est appliquée, que la rémunération est rabotée de 10% en cas de maladie depuis le 1^{er} mars.